

RÉPUBLIQUE GABONAISE

UNION - TRAVAIL - JUSTICE

oooooooooooo



LOI N°002/2014

**PORTANT ORIENTATION
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
EN RÉPUBLIQUE GABONAISE**

Édité par le Conseil National Climat

LOI N°002/2014

PORTANT ORIENTATION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE EN RÉPUBLIQUE GABONAISE

L'Assemblée Nationale et le Sénat ont délibéré et adopté,

Le Président de la République, Chef de l'État,
Promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er} : La présente loi, prise en application des dispositions de l'article 47 de la Constitution, fixe les principes fondamentaux du Développement Durable, les orientations générales, les principes, les objectifs généraux et les moyens d'action des pouvoirs publics, des opérateurs économiques et de la société civile pour assurer un développement durable du Gabon, axé sur le bien-être des générations actuelles et futures.

Elle est complétée par les dispositions sectorielles régissant les différentes composantes du développement durable.

TITRE I : DES DÉFINITIONS

Article 2 : Au sens de la présente loi, on entend par :

- développement durable : un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Il intègre de manière équilibrée les dimensions économique, sociale et environnementale ;
- avant-projet sommaire de développement durable : dossier initial soumis par le promoteur d'un projet à l'organisme de gestion, intégrant les principales caractéristiques du projet ;
- avant-projet détaillé de développement durable : dossier contenant l'ensemble des études réalisées en application des termes de référence tels qu'établis par l'organisme de gestion ;

- projet de développement durable : activité ou ensemble d'activités intégrées ayant reçu une autorisation de développement durable ;
- autorisation de développement durable : acte administratif par lequel l'autorité compétente autorise la mise en œuvre d'un projet de développement durable ;
- audit de développement durable : évaluation de la conformité de l'exécution des projets de développement durable ;
- auditeur de développement durable : tierce personne agréée par l'organisme de gestion pour réaliser des audits de développement durable ;
- étude d'impact de développement durable : évaluation de la conformité des projets aux principes et objectifs du développement durable ;
- bilan national de développement durable : rapport annuel relatif à l'État des patrimoines de développement durable et à la mise en œuvre des projets de développement durable en République Gabonaise ;
- droits de développement durable : droits exclusifs de détenir et céder des crédits de développement durable, tels que les crédits carbone, biodiversité, éco-systémiques et capital communautaire, générés par des activités mises en œuvre dans le cadre d'une concession de développement durable ;
- concession de développement durable ou bail de développement durable : concession ou bail emphytéotique devant être exploité par son bénéficiaire de manière durable pour une période déterminée lui conférant à titre exclusif des droits de développement durable ;
- patrimoine de développement durable: ensemble des biens et/ou valeurs-existants tels que les services éco systémiques, le carbone, la biodiversité, le capital communautaire et naturel ;
- seuil de développement durable : limite au-delà de laquelle les impacts environnementaux, sociaux, culturels et économiques doivent faire l'objet de mesures d'atténuation ou de compensation ;
- registre national de développement durable: base de données officielle contenant l'ensemble des informations et données relatives aux projets de développement durable ;
- crédit de développement durable : titre ou valeur généré par la création, l'amélioration ou le maintien des patrimoines de développement durable liés à une activité de développement durable ;

- Conseil National du Développement Durable : organe de définition et d'orientation en matière de politique de développement durable ;
- autorités compétentes : autorité de tutelle chargée du développement durable et/ ou autorités en charge des domaines d'activités concernés par le développement durable ;
- organisme de gestion : autorité administrative indépendante ;
- diversité biologique : variabilité des organismes vivants de toute origine y compris, entre autres, les écosystèmes terrestres, marins, aquatiques et les complexes écologiques dont ils font partie, comprenant la diversité au sein des espèces et entre espèces ainsi que celle des écosystèmes ;
- écosystème : complexe dynamique formé de communautés de plantes, d'animaux et de micro-organismes et leur environnement non vivant qui, par leur interaction forment une unité fonctionnelle et équilibrée ;
- crédit biodiversité : valeur écologique des actifs de biodiversité contenus dans un écosystème ;
- compensation des atteintes à la biodiversité : mécanisme de mitigation permettant de préserver la valeur écologique de la biodiversité de l'effet irréversible d'un projet ;
- capital communautaire : ensemble d'actifs naturels et culturel appartenant à une communauté ;
- crédit carbone : valeur de l'unité de référence qui équivaut à une tonne métrique de dioxyde de carbone ;
- crédit éco-systémique : valeur marchande et non marchande attribuée à un écosystème ;
- patrimoine biodiversité : ensemble des biens et valeurs attribués à la variabilité des organismes vivants ;
- patrimoine carbone : différentes formes de carbone stockées dans les différents puits et réservoirs des écosystèmes ;
- patrimoine des services éco-systémiques : ensemble des biens et valeurs écologiques, constituant un bien commun et/ou bien public, vitaux ou utiles pour l'être humain, les autres espèces et les activités économiques ;
- patrimoine communautaire : ensemble des biens et valeurs naturels et culturels constituant le capital d'une communauté.

Les définitions consacrées par la présente loi sont complétées, en tant que de besoin, par les instruments internationaux et les autres textes en vigueur.

TITRE II : DES PRINCIPES FONDAMENTAUX DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Article 3 : L'État assure le développement durable du Gabon au moyen d'une stratégie nationale basée sur les principes fondamentaux du Développement Durable, notamment :

- le principe de la primauté de l'État de droit : le respect des lois et des règlements garantit le développement durable du Gabon ;
- le principe de qualité de vie des individus : les individus vivant en République Gabonaise ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature. La protection de leur santé et de leur cadre de vie est au centre des préoccupations relatives au développement durable du Gabon ;
- le principe d'équité et de solidarité sociales : les actions de développement doivent être entreprises dans un souci d'équité intra et intergénérationnelles ainsi que de solidarité sociale ;
- le principe de souveraineté et d'équité du développement : l'État a le droit souverain d'exploiter ses propres ressources selon sa politique de développement durable sans causer de dommages à l'environnement dans les États tiers ;
- le principe d'homogénéité : le droit au développement doit se réaliser de façon à satisfaire équitablement les besoins des générations présentes et futures et à garantir l'homogénéité des pratiques de développement durable sur l'ensemble du territoire national ;
- le principe d'internalisation des coûts : la valeur des biens et services doit refléter l'ensemble des coûts qu'ils occasionnent à la société durant tout leur cycle de vie ;
- le principe de production et consommation responsables : des changements doivent être apportés dans les modes de production et de consommation en vue de rendre ces dernières plus viables et plus responsables sur le plan social, économique et environnemental, au besoin par l'adoption d'une approche qui évite le gaspillage et optimise l'utilisation des ressources ;
- le principe d'efficacité économique : pour parvenir à un développement durable, les stratégies de développement économique doivent être performantes, porteuses de progrès social et respectueuses de l'environnement ;

- le principe de participation et d'accès au savoir : les mesures favorisant l'éducation, l'accès à l'information et à la recherche doivent être encouragées de manière à stimuler l'innovation ainsi qu'à améliorer la sensibilisation et la participation effective du public à la mise en œuvre des mesures visant un développement durable ;
- le principe de sauvegarde et de protection de l'environnement : étude d'impact sur l'environnement, en tant qu'instrument national, qui doit être entreprise dans le cas des activités envisagées qui risquent d'avoir des effets nocifs importants sur l'environnement et dépendent de la décision d'une autorité compétente ;
- le principe de sauvegarde du patrimoine culturel : le patrimoine culturel est source d'identité, de fierté et de solidarité nationale. La conservation du patrimoine culturel et la transmission des savoirs et pratiques traditionnelles doivent permettre la préservation des ressources ;
- le principe de participation des femmes : les femmes ont un rôle vital dans la gestion de l'environnement et le développement. Leur pleine participation est donc essentielle à la réalisation d'un développement durable ;
- le principe de valorisation des savoirs traditionnels : il se traduit par l'accès et le partage équitable des avantages découlant de l'utilisation des savoirs traditionnels ;
- le principe de protection et de participation des communautés locales : les populations et communautés locales ont un rôle vital à jouer dans la gestion de l'environnement et le développement du fait de leur connaissance du milieu et de leurs pratiques ancestrales ;
- le principe de préservation de la biodiversité et des écosystèmes : la diversité biologique et les écosystèmes qui les abritent et qui rendent des services inestimables doivent être préservés. Le partage juste et équitable des avantages qui en découlent et l'utilisation des ressources naturelles et génétiques doivent être assurés pour le bénéfice des générations actuelles et futures ;
- le principe de précaution : l'éventualité d'un dommage susceptible d'affecter l'environnement de manière grave ou irréversible appelle, malgré l'absence de certitudes scientifiques sur les risques encourus, la mise en œuvre par l'Administration de procédures d'évaluation des risques et l'adoption de mesures provisoires et proportionnées à ce dommage ;

- le principe d’action préventive et de correction : en présence d’un risque connu des actions de prévention, d’atténuation et de correction doivent être mises en place, en priorité à la source par l’utilisation des meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- le principe du pollueur-payeur : les coûts résultant des mesures de prévention, de réduction de la pollution et de lutte contre celle-ci doivent être supportés par le pollueur ;
- le principe de coopération internationale : les enjeux liés à la paix, au développement économique, social et culturel, ainsi qu’à la protection de l’environnement sont interdépendants et indissociables tant à l’échelle nationale qu’internationale.

Article 4 : Les principes énoncés à l’article 3 ci-dessus s’accompagnent notamment des mesures suivantes :

- la conformité des politiques, programmes et projets aux principes et à la stratégie nationale de développement durable ;
- la prise de mesures destinées à limiter les activités ayant un impact négatif sur le développement durable ;
- l’institution d’obligations visant à compenser les impacts négatifs, notamment par l’acquisition de crédits de développement durable ;
- l’identification, l’enregistrement et le contrôle de tous les patrimoines de développement durable ;
- la création d’un registre national du développement durable permettant l’enregistrement des politiques, programmes, projets, ainsi que les concessions, droits et crédits de développement durable ;
- la création des droits de développement durable et de crédits de développement durable qui constituent des biens incorporels pouvant faire l’objet de sûretés et qui peuvent être valorisés et négociés conformément à la réglementation en vigueur ;
- la création de mécanismes, d’instruments financiers et d’un système d’institutions garantissant la fiabilité des échanges des crédits de développement durable ainsi que l’homogénéité des pratiques de développement durable sur l’ensemble du territoire national ;
- la promotion de toute mesure permettant le maintien et l’amélioration des patrimoines de développement durable ;

- la mise en œuvre de toute mesure incitative, notamment en matière fiscale, visant à favoriser des actions et des politiques, programmes et projets de développement durable ;
- la mise en place de dispositifs de contrôle et de surveillance.

TITRE III : DES INSTRUMENTS, CRITÈRES ET MÉCANISMES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Article 5 : Les instruments et critères du développement durable comprennent notamment :

- l'évaluation de la conformité de la mise en œuvre des politiques, programmes et projets aux principes et aux objectifs de développement durable au moyen des études d'impact de développement durable, de contrôles et d'audit ;
- la concession de développement durable ;
- les crédits de développement durable ;
- le registre national de développement durable ;
- le bilan national du développement durable.

Article 6 : Les critères pris en compte pour soumettre les projets de développement durable à l'évaluation de l'étude d'impact de développement durable comprennent notamment :

- le niveau d'investissement ;
- le chiffre d'affaire ;
- le nombre d'emplois à créer ;
- la surface terrestre et maritime ;
- la surface forestière et des aires protégées ;
- le taux d'émission de gaz à effet de serre ;
- la sensibilité écologique ;
- la durée du bail ou de la concession.

Le seuil afférent à chaque critère est fixé par voie réglementaire.

Article 7 : La mise en œuvre du développement durable se traduit par diverses actions tendant notamment à :

- assurer un dynamisme économique et une pérennité des activités ;
- limiter l’impact négatif de toute activité sur l’environnement ;
- favoriser le bien-être de tous dans une logique de progrès et d’équité sociale.

Article 8 : L’organisation et le fonctionnement des instruments du développement durable sont fixés par voie réglementaire.

Article 9 : L’État institue dans la loi de finances, tout instrument ou mécanisme financier permettant la réalisation de programmes et projets conformes aux principes et objectifs du développement durable, notamment par l’institution :

- d’un fonds de développement durable ;
- de titres obligataires et d’autres instruments structurés, d’instruments de garantie et de placements collectifs ainsi que de produits dérivés ;
- de prêts souverains à taux conventionnels et convertibles ;
- de subventions en capital ou subventions contingentées ;
- de produits d’assurance.

Les modalités de mise en œuvre des dispositions de l’alinéa ci-dessus sont fixées conformément aux dispositions des textes en vigueur.

Article 10 : Outre les dispositions visées aux articles 4 et 9 ci-dessus, l’État prend toutes autres mesures de nature à encourager la mise en œuvre des projets de développement durable.

TITRE IV : DU CADRE INSTITUTIONNEL

Article 11 : Participent notamment à la mise en œuvre des dispositions de la présente loi :

- les autorités et les administrations compétentes ;
- le Conseil National du Développement Durable ;
- l’organisme de gestion.

Chapitre I : Des autorités et administrations compétentes

Article 12 : Les missions et les attributions des administrations et des autorités intervenant dans la mise en œuvre du développement durable sont fixée par les textes en vigueur.

Chapitre II : Du Conseil National du Développement Durable

Article 13 : Le Conseil National du Développement Durable définit et oriente la politique nationale de développement durable.

Il est présidé par le Président de la République.

Article 14 : Les attributions, l'organisation et le fonctionnement du Conseil National du Développement Durable sont fixés par décret pris sur proposition du Ministre chargé du développement durable.

Chapitre III : De l'organisme de gestion

Article 15 : L'organisme de gestion est notamment chargé :

- de recevoir et instruire les avant-projets de développement durable ;
- de valider et enregistrer les concessions et les droits de développement durable ;
- d'assurer le suivi de la mise en œuvre des projets de développement durable ;
- d'autoriser l'émission des crédits de développement durable ;
- de concevoir, d'élaborer et d'administrer le registre national du développement durable ;
- de préparer et établir tous documents en vue de l'élaboration du bilan national du développement durable et procéder annuellement à sa mise à jour ;
- de proposer la création de mécanismes, d'instruments et de contrats financiers destinés à favoriser la réalisation des projets de développement durable ;
- d'agir en tant qu'autorité de régulation du marché des crédits de développement durable.

L'organisme de gestion peut recevoir des pouvoirs publics toutes autres missions ou délégations en rapport avec son domaine d'activité.

Article 16 : L'organisme de gestion exerce ses missions en s'appuyant sur les administrations sectorielles compétentes.

Il jouit des prérogatives de puissance publique se traduisant notamment par :

- le pouvoir de contrôler l'exécution des projets de développement durable ;
- le pouvoir d'émettre des injonctions ;
- le pouvoir de prendre des mesures conservatoires ;
- le pouvoir d'infliger des sanctions administratives et pécuniaires ;
- le pouvoir de transiger ;
- le pouvoir d'évaluation pluridisciplinaire et d'expertise ;
- le pouvoir d'enquêter et de formuler des propositions ou des recommandations ;
- la qualité de partie jointe au Ministère publique ;
- l'insaisissabilité de ses biens et avoirs.

Article 17 : L'organisme de gestion institué par la présente loi est une autorité administrative indépendante.

Sa dénomination et son organisation sont fixées par décret pris sur proposition du Ministre chargé du Développement Durable.

TITRE V : DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES, DIVERSES ET FINALES

Article 18 : Les personnes physiques ou morales exerçant des activités relevant du domaine d'application de la présente loi disposent d'un délai fixé par voie réglementaire prenant en compte la spécificité de chaque activité pour se conformer à l'ensemble de ses prescriptions.

Passé ce délai, les opérateurs défaillants s'exposent à la suspension ou au retrait des autorisations sectorielles afférentes à leurs activités.

Article 19 : Constituent des infractions en matière de développement durable, toutes atteintes à l'équilibre des différentes dimensions du développement durable.

Ces infractions sont constatées et réprimées conformément aux législations sectorielles en vigueur.

Article 20 : Des textes législatifs et réglementaires déterminent, en tant que de besoin, les dispositions de toute nature nécessaires à l'application de la présente loi.

Article 21 : La présente loi, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistrée, publiée selon la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'État.

Fait à Libreville, le

Par le Président de la République,
Chef de l'État ;

01 AOUT 2014

Le Premier Ministre,
Chef du Gouvernement ;



Daniel ONA ONDO

Le Ministre de la Forêt, de l'Environnement
et de la protection des ressources naturelles ;



Nelson MESSONE

Le Ministre du Budget et des Comptes Publics



Christian MAGNAGNA

*What follows is the English translation, for information purposes.
The original French is deemed to be the legally binding version.*

LAW N°002/2014

ON SUSTAINABLE DEVELOPMENT
IN THE REPUBLIC OF GABON

The National Assembly and the Senate have deliberated and adopted,

The President of the Republic, the Head of State,
hereby promulgates the law worded as follows:

Article 1: The present law, taken pursuant to the provisions of article 47 of the Constitution, fixes the fundamental principles of Sustainable Development, its general orientations, the principles, general objectives and means of action of the public authorities, economic operators and civil society to ensure sustainable development in Gabon, taken from the standpoint of present and future generations.

It is completed by the sectoral provisions governing the various components of sustainable development.

TITLE I: DEFINITIONS

Article 2: Within the meaning of this law, the following is understood:

- Sustainable development: development that corresponds to the requirements of the present, without compromising the capacity of future generations to correspond to theirs. It includes economic, social and environmental dimensions in a balanced manner;
- Preliminary outline for a sustainable development project: initial dossier submitted by the sponsor of a project to the management organisation, including the main characteristics of the project;
- Detailed outline for a sustainable development project: dossier containing all the studies carried out in application of the terms of reference, as established by the management organisation;

- Sustainable development project: activity or set of integrated activities that have received an authorisation for sustainable development;
- Authorisation for sustainable development: an administrative act by which the competent authority permits the implementation of a sustainable development project;
- Sustainable development audit: evaluation of the conformity of how sustainable development projects are executed;
- Sustainable development auditor: third party authorised by the management organisation to carry out sustainable development audits;
- Sustainable development impact study: evaluation of the conformity of the projects in relation to the principles and objectives of sustainable development;
- National review of sustainable development: annual report concerning the state of the legacy of sustainable development and the implementation of sustainable development projects in the Republic of Gabon;
- Sustainable development rights: exclusive rights to hold and transfer sustainable development credits, such as carbon, biodiversity, ecosystem and community capital credits, generated by the activities implemented in the context of a sustainable development concession;
- Sustainable development concession or lease: a concession or long-term lease that must be used by its beneficiary in a sustainable manner for a determined period of time, endowing said beneficiary with exclusive sustainable development rights;
- Sustainable development legacy: set of assets and/or existing values such as ecosystem services, carbon, biodiversity, community and natural capital;
- Sustainable development threshold: limit beyond which environmental, social, cultural and economic impacts must be the subject of mitigation or compensation measures;
- National sustainable development registry: official database containing all the information and data concerning sustainable development projects;
- Sustainable development credit: title or value generated by the creation, improvement or maintenance of the sustainable development legacies associated with a sustainable development activity;
- National Council for Sustainable Development: organisation that defines and orients in terms of sustainable development policy;

- Competent authorities: regulatory authority responsible for sustainable development and/or authorities responsible for the fields of activities concerned by sustainable development;
- Management organisation: independent administrative authority;
- Biological diversity: the variability of living organisms of all origins, including, amongst others, land, sea and aquatic ecosystems and the ecological complexes of which they are part, including diversity within species and between species, as well as that of ecosystems;
- Ecosystem: complex, dynamic form of communities of plants, animals and micro-organisms and their non-living environment which, through their interaction, form a functional, balanced unit;
- Biodiversity credit: ecological value of the biodiversity assets contained within an ecosystem;
- Compensation for damage to biodiversity: mitigation mechanism making it possible to preserve the ecological value of biodiversity from the irreversible effects of a project;
- Community capital: set of natural and cultural assets belonging to a community;
- Carbon credit: value of the reference unit that is the equivalent of a metric tonne of carbon dioxide;
- Ecosystem credit: market and non-market value attributed to an ecosystem;
- Biodiversity legacy: set of assets and values attributed to the variability of living organisms;
- Carbon legacy: different forms of carbon stored in the various sinks and reservoirs of ecosystems;
- Ecosystem service legacy: set of ecological assets and values forming a common good and/or public good that is vital or useful for human beings, other species and economic activities;
- Community legacy: set of natural and cultural assets and values that form the capital of a community.

The definitions set out in the present law are completed, when necessary, by international instruments and the other texts in force.

TITLE II: THE FUNDAMENTAL PRINCIPLES OF SUSTAINABLE DEVELOPMENT

Article 3: The State ensures sustainable development in Gabon by means of a national strategy based on the fundamental principles of Sustainable Development, and in particular:

- the principle of the primacy of the rule of law: respecting laws and regulations guarantees sustainable development in Gabon;
- the principle of individual quality of life: individuals living in the Republic of Gabon have the right to a healthy, productive life in harmony with nature. Protecting their health and living environment are at the heart of the concerns regarding sustainable development in Gabon;
- the principle of equity and social solidarity: development actions must be undertaken in the interests of intra- and inter-generational equity, as well as social solidarity;
- the principle of sovereignty and equity of development: the State has the sovereign right to exploit its own resources in accordance with its sustainable development policy without harming the environment of third countries;
- the principle of homogeneity; the right to development must be achieved so as to satisfy fairly the needs of present and future generations, and to guarantee the homogeneity of sustainable development practices throughout the national territory;
- the principle of internalising costs: the value of assets and services must reflect all the costs they engender for society throughout their entire life cycle.
- the principle of responsible production and consumption: changes must be made to production and consumption methods, with a view to making them more viable and more responsible at the social, economic and environmental level, if necessary by adopting an approach that prevents waste and optimises the use of resources;
- the principle of economic efficiency: in order to attain sustainable development, economic development strategies must be high performance, bring social progress and be respectful of the environment;
- the principle of participation in, and access to, knowledge: measures that favour education, access to information and research must be encouraged in such a way as to stimulate innovation, as well as to improve public

- awareness and the public's effective participation in the implementation of the measures on behalf of sustainable development;
- the principle of safeguarding and protecting the environment: an environmental impact study, as a national tool, which must be undertaken in the case of the activities envisaged that run the risk of having significant harmful effects on the environment and which depend on the decision of a competent authority;
 - the principle of safeguarding cultural heritage: cultural heritage is a source of identity, pride and national solidarity. Preserving cultural heritage and transmitting knowledge and traditional practices must make it possible to preserve resources;
 - the principle of the participation of women: women play a vital role in managing the environment and development. Their full participation is thus essential for achieving sustainable development;
 - the principle of valorising traditional knowledge: this is achieved through access to, and the fair sharing of the advantages arising from the use of traditional knowledge;
 - the principle of the protection and participation of local communities: populations and local communities have a vital role to play in the management of the environment and the resulting development of their knowledge of the milieu and their ancestral practices;
 - the principle of the preservation of biodiversity and ecosystems: biological diversity and the ecosystems that both house them and make their services inestimable must be preserved. The fair and equitable sharing of the resulting advantages, and the use of natural and genetic resources, must be ensured for the benefit of current and future generations;
 - the principle of precaution: the eventuality of harm that is liable to affect the environment in a serious or irreversible manner requires, despite the absence of scientific certainty regarding the risks, the implementation by the Administration of procedures to evaluate the risks and adopt provisional measures that are proportional to the harm;
 - the principle of preventive action and correction: in the presence of a known risk, preventive, mitigation and corrective actions must be implemented, preferably at the source, by means of the use of the best techniques available at an economically acceptable cost;

- the “polluter-pays” principle: the costs that result from preventive measures, the reduction of pollution and the fight against pollution, must be borne by the polluter;
- the principle of international cooperation: the stakes associated with peace, economic, social and cultural development, and the protection of the environment are interdependent and cannot be dissociated at either the national or international level.

Article 4: The principles set out in article 3 above are accompanied in particular by the following measures:

- making the policies, programmes and projects conform with the principles and national strategy for sustainable development;
- taking measures designed to limit activities with a negative impact on sustainable development;
- instituting obligations that aim to compensate for negative impacts, particularly through the acquisition of sustainable development credits;
- identifying, recording and controlling all the legacies of sustainable development;
- creating a national sustainable development registry making it possible to record the policies, programmes and projects, as well as the concessions, rights and credits for sustainable development;
- creating sustainable development rights and credits that form intangible assets that can be the subject of securities, and that can be valorised and negotiated in conformity with the regulations in force;
- creating mechanisms, financial tools and a system of institutions that guarantee the reliability of exchanges of sustainable development credits, as well as the homogeneity of sustainable development practices throughout the national territory;
- promoting all measures that make it possible to maintain and improve sustainable development legacies;
- implementing all incentive measures, particularly at the fiscal level, that aim to encourage the actions, and policies, programmes and projects of sustainable development;
- implementing provisions for control and monitoring.

TITLE III: THE TOOLS, CRITERIA AND MECHANISMS OF SUSTAINABLE DEVELOPMENT

Article 5: The tools and criteria of sustainable development include in particular:

- verifying that the policies, programmes and projects implemented are in conformity with the principles and objectives of sustainable development by means of impact studies, controls and audits;
- the sustainable development concession;
- sustainable development credits;
- the national sustainable development registry;
- the national sustainable development review.

Article 6: The criteria taken into account when submitting projects for sustainable development for evaluation with a sustainable development impact study include in particular:

- the level of investment;
- turnover;
- the number of jobs to be created;
- land and marine surface;
- forest surface and protected areas;
- greenhouse gas emission levels;
- environmental sensitivity;
- the duration of the lease or concession.

The threshold associated with each criterion is set by regulation.

Article 7: The implementation of sustainable development is reflected in a variety of actions that aim in particular to:

- ensure economic dynamism and the durability of the activities;
- limit the negative impact of all activities on the environment;
- encourage the well-being of all in a logic of progress and social equity.

Article 8: How the tools of sustainable development are organised and operate is set by regulation.

Article 9: The State shall set up in its Finance Law all tools or financial mechanisms that make it possible to carry out the programmes and projects in conformity with the principles and objectives of sustainable development, particularly by establishing:

- a sustainable development fund;
- bonds and other structured tools, security instruments and collective investment vehicles, as well as derivative products;
- sovereign loans at agreed and convertible rates;
- capital subsidies or quota subsidies;
- insurance products.

The modalities for implementing the provisions of the above paragraph are set in accordance with the provisions of the texts in force.

Article 10: In addition to the provisions stipulated in articles 4 and 9 above, the State shall take all the measures designed to encourage the implementation of sustainable development projects.

TITLE IV: THE INSTITUTIONAL FRAMEWORK

Article 11: The following participate in particular in the implementation of the provisions of the present law:

- the competent authorities and administrations;
- the National Council for Sustainable Development;
- the management organisation.

Chapter I: Competent authorities and administrations

Article 12: The missions and attributions of the administrations and authorities that play a part in implementing sustainable development are set by the texts in force.

Chapter II: The National Council for Sustainable Development

Article 13: The National Council for Sustainable Development defines and orients national sustainable development policy.

It is presided over by the President of the Republic.

Article 14: The attributions, organisation and operating of the National Council for Sustainable Development is set by decree issued upon the proposal of the State Department responsible for sustainable development.

Chapter III: The management organisation

Article 15: The management organisation is in particular responsible for:

- receiving and instructing the preliminary drafts for sustainable development;
- validating and recording the concessions and rights regarding sustainable development;
- ensuring that the implementation of sustainable development projects is monitored;
- authorising the issuing of sustainable development credits;
- designing, elaborating and administering the national sustainable development registry;
- preparing and drawing up all documents with a view to producing the national sustainable development review and updating it annually;
- proposing the creation of mechanisms, tools and financial contracts designed to encourage the realisation of sustainable development projects;
- acting as the regulatory authority for the sustainable development credit market.

The management organisation may receive from the public authorities all other missions or delegations linked to its field of activity.

Article 16: The management organisation carries out its missions with the assistance of the competent sectoral administrations.

It enjoys the same prerogatives of public power, as reflected in particular by:

- the power to control how sustainable development projects are carried out;
- the power to issue injunctions;
- the power to take protective measures;
- the power to impose administrative and monetary penalties;
- the power to affect a compromise;
- the power to carry out multi-disciplinary evaluation and expertise;
- the power to conduct inquiries and make proposals or recommendations;
- the quality of added party to the State Prosecutor;
- the non-seizability of its assets and holdings.

Article 17: The management organisation instituted by the present law is an independent administrative authority.

Its designation and organisation are set by decree issued upon the proposal of the Secretary of State responsible for Sustainable Development.

TITLE V: MISCELLANEOUS TRANSITIONAL AND FINAL PROVISIONS

Article 18: Natural or legal persons performing activities that fall within the field of application of the present law have at their disposition a deadline set by regulation, taking into account the specificity of each activity in order to be in conformity with all of its dictates.

Once the deadline has passed, the defaulting operators run the risk of being suspended or of having the sectoral authorisations associated with their activities withdrawn.

Article 19: Are considered as infringements in terms of sustainable development, all damage to the balance within the various aspects of sustainable development.

These infringements shall be observed and penalised in conformity with the sectoral legislation in force.

Article 20: Legislative and regulatory texts determine, when necessary, the provisions of any nature that are needed for application of the present law.

Article 21: The present law, which abrogates all previous provisions to the contrary, will be recorded, published in accordance with the emergency procedure, and implemented as a national law.

Signed on: 01 August 2014

By the President of the Republic,
Head of State



The Prime Minister,
Head of the Government

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Daniel ONA ONDO".

Daniel ONA ONDO

The Secretary of State for Forests, the Environment and
the Protection of Natural Resources



Nelson MESSONE

The Secretary of State for the Budget and Public Accounts



Christian MAGNAGNA

Novembre 2014
Imprimé sur papier recyclé Cyclus Print



Papier 100 % recyclé

Conseil National Climat
B.P. 546 Libreville - GABON
www.conseilclimat.ga
Tél. : (+241)01 74 17 37